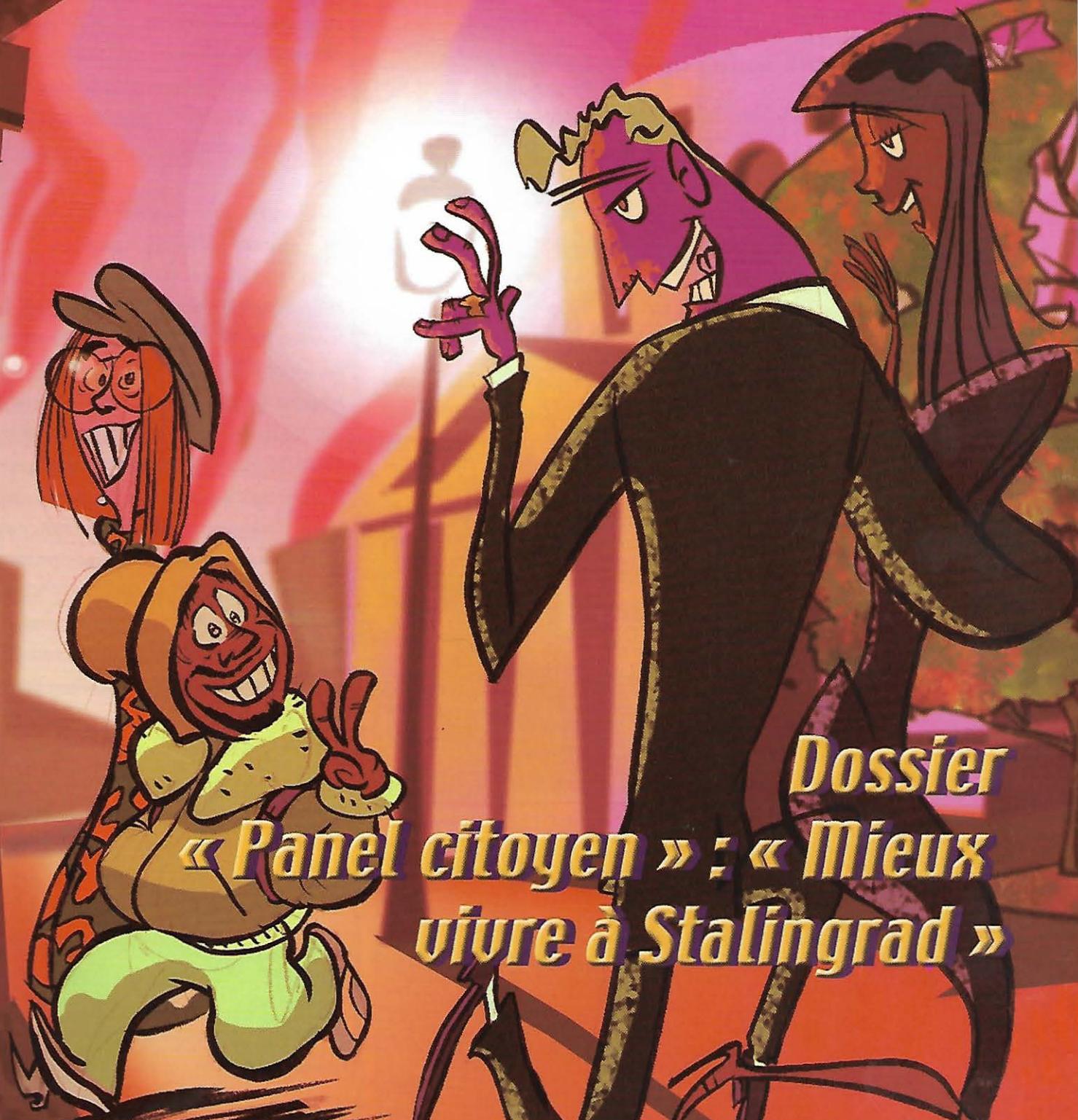
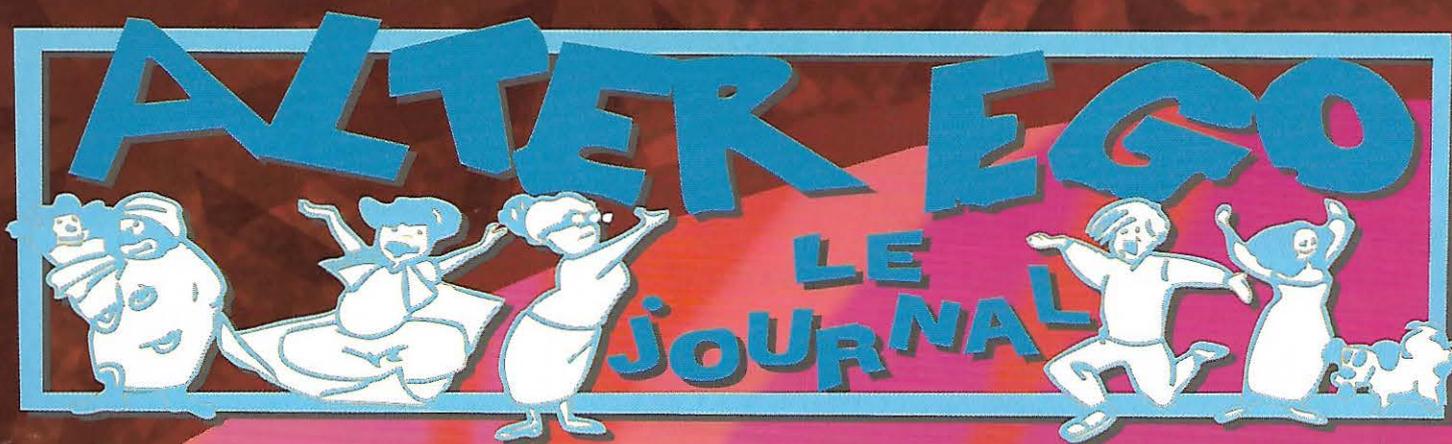


ALTER EGO

LE JOURNAL



Dossier
« Panel citoyen » : « Mieux
vivre à Stalingrad »

N°41. 3^{ème} trimestre 2003. Prix : 0,15 euros

Revue de prévention des risques (Sida, Hépatites, MST) et de réduction des dommages liés à l'usage de drogues réalisée par des usagers de drogues, des bénévoles et des travailleurs sociaux.

ECLATS GOUTTE D'OR

- L'association EGDO a vingt-cinq ans, quel bel âge ! par Jean-Paul Le Flaquais

P. 3

ECHOS D'EGO

- Solidays 2003 : une solidarité chaque année grandissante, par Didier Robert

P. 4

ET LA SANTÉ, ÇA VA ?

- L'endocardite : une maladie fréquente chez les usagers de drogues, par Élisabeth Debonnière

P. 5

COURRIER DES LECTEURS

P. 6

DOSSIER : Un « Panel citoyen » dans le 19^{ème} arrdt.

P. 7/11

- « Panel citoyen » : une initiative de la Mairie du 19^{ème}, par Didier Robert

- Portait du « Panel citoyen », par Éric Labbé

- Un ex-usager de drogues auditionné par le « Panel citoyen »

par Didier Robert

- Patrick, un habitant militant du quartier Stalingrad, par Didier Robert

BLOC NOTES

- Adresses utiles

P. 12/13

DOSSIER : Un « Panel citoyen » dans le 19^{ème} arrdt. (suite)

P. 14/16

- Les « Jardins d'Éole », par Didier Robert

- Boréal : une structure hospitalière pour usagers de drogues, par Didier Robert

TRIBUNE LIBRE

P. 17

- La « Mission de prévention des toxicomanies » de la Ville de Paris, par Didier Robert

QUELQUE PART AILLEURS

P. 20

- Une église pas comme les autres, par Lenneke Reijzer

- Le Forum du développement Solidaire, le 19 novembre 2003
à la salle St-Bruno, organisé par Immigration Développement Démocratie

EDITORIAL

Démocratie, ville et usage de drogues

La vie est faite d'espoir. En matière de réduction des risques liés à l'usage de drogues comme dans d'autres domaines. Ainsi, malgré les difficultés budgétaires que traverse notre secteur d'activité, notamment notre structure, et malgré les situations de grande précarité que connaît notre public, l'espoir motive toujours nos actions.

Surtout après avoir suivi de près la constitution du « Panel Citoyen » dans le 19^{ème} arrondissement, un débat exemplaire entre professionnels, usagers de drogues et habitants du quartier. Il sera question, dans le dossier central de ce numéro d'« ALTER EGO le journal » (voir pages 7 à 11 et 14 à 16), de ce moment de démocratie de proximité qui devrait donner lieu à un compte rendu de propositions susceptibles d'orienter la politique drogue de la Mairie d'arrondissement. Celle-ci, cependant, ne prendra tout son sens que si elle s'articule à celle de l'ensemble de la ville, dont la Mission de Prévention des Toxicomanies (voir pages 18 et 19), mise en place par l'actuel Maire de Paris, Bertrand Delanoë, porte la responsabilité de l'orientation.

Ces deux événements récents augurent-ils d'une nouvelle réalité, à savoir, le choix de la Ville comme échelle pertinente d'élaboration et d'articulation d'une politique des drogues ? C'est, en tout cas, ce choix que font nos voisins européens les plus avancés en la matière.

C'est aussi l'échelle de la nouvelle ambition de ce journal, dont ce numéro inaugure le changement : devenir un magazine d'information et de prévention des risques liés à l'usage de drogues, et notamment du SIDA, pour l'ensemble de la Ville de Paris.

Guillaume PFAUS

Coordinateur du centre d'accueil d'EGO

Président d'Espoir Goutte d'Or
Dominique Tardivel.

Directrice générale:
Lia Cavalcanti.

Coordination et mise en page:
Didier Robert et Philippe Ferin.

Illustrations:
Philippe Ferin et Malika fit Ouaka.

Corrections:
Ariette Devouge et Noëlle Savignat.

Comité de lecture:
- Ariette Devouge ; Lia Cavalcanti ; Noëlle Savignat ; Nordine Benaïssa.

Nous adressons un grand remerciement à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) et à la Fondation d'entreprise pour la citoyenneté de la RATP sans lesquelles cette revue n'aurait pu être publiée.

Nous tenons également à remercier toutes les personnes qui ont participé à l'élaboration de cette revue:

Abdelkrim ; Jean-Paul Le Flaquais ; Élisabeth Debonnière ; Virginie Vercomer ; Bernard Jomier ;

Éric Labbé ; Chantal Mahier ; Alain Chostis, Marguerite Arène et Mireille Guindon de la « Mission de prévention des toxicomanies » ; Lenneke Reijzer.

Imprimerie:

ALPE

41 rue du Chemin Vert
75011 Paris

Parution :

Trimestrielle - 3000 exemplaires

Nous écrire :

Espoir Goutte d'Or

13 rue Saint-Luc 75018 Paris

Tél. : 01 53 09 99 49 - Fax: 01 53 09 99 44

Comité éditorial:

Ramon Neira ; Ariette Devouge ; David Lemberg ; Guillaume Pfaus ; Noëlle Savignat ; Lia Cavalcanti ; Nordine Benaïssa ; Didier Robert.

Vous pouvez aussi nous contacter par mail :
alteregojournal@club-internet.fr

Vous pouvez aussi lire le journal sur le web :
<http://perso.club-internet.fr/ego>

L'association EGDO a vingt-cinq ans, quel bel âge !

C'est avec grand plaisir que nous profitons des colonnes d'« ALTER EGO le journal » pour mieux vous faire savoir que cette année l'association « les Enfants de la Goutte D'Or » fête ses vingt-cinq ans d'existence.



Un premier merci à ceux qui comme EGO participent d'une intelligence, d'une compréhension de l'action des autres associations du quartier, sans se placer en concurrence directe par rapport aux financeurs et qui soutiennent des actions complémentaires les unes des autres pour la population du quartier.

Evidemment, ce quart de siècle nous impressionne : ce sont des générations de jeunes du quartier qui ont fait leur cette association, à travers de très nombreuses activités. Le foot-ball y tient depuis le début une place bien particulière et permet aussi à chacun de s'intégrer plus facilement. Aujourd'hui, avec quatorze équipes et de nombreux succès, les jeunes du quartier sont encore et toujours dans le coup et l'association réalise avec eux son objectif éducatif à travers le jeu et la prise en compte de valeurs telles

que respect des autres, jeu collectif, contrôle de soi et de son agressivité et plaisir de gagner.

A propos de ces vingt-cinq ans, je pense encore tout particulièrement à ces centaines de bénévoles mais aussi à ces permanents qui ont encadré et investi les actions, qui se sont proposés, rendant ainsi leur vie positive, belle et forte à la fois. Gloire à tous ceux là !

Hier, quelques personnes du quartier ont dit « *qu'elles ne voulaient pas voir leurs enfants traîner dans les rues, risquant de mal tourner...* » et ces gens se sont rendus disponibles pour accueillir et occuper les enfants ; ainsi est née l'association.

Aujourd'hui, le même souci est à l'esprit des parents et l'association propose des activités régulières avec un encadrement de qualité qui se propose d'entraîner ces jeunes un peu

plus loin, un peu plus haut que ne leur permettrait leur réseau social. Cela marche !... les jeunes en veulent, ils sont ravis de venir. Avec ses dirigeants, l'association a réussi le pari d'offrir une structure d'accueil éducative stable, pour les jeunes de la Goutte d'Or. Elle n'est pas la seule et c'est heureux, mais continuer à survivre est en permanence, même après vingt-cinq ans d'existence, souvent une gageure, toujours un combat.

Voilà chers amis ce qui continue à nous mobiliser pour une plus grande fraternité entre nous dans ce quartier tellement plein de vitalité.

EGDO fêtera ses vingt-cinq ans, à partir du jeudi 20 novembre 2003, pendant dix jours.

Jean-Paul LE FLAGUAIS,
Président d'EGDO

Solidays 2003 : une solidarité chaque année grandissante.

Lors du festival Solidays, organisé par Solidarité SIDA⁽¹⁾, les 5 et 6 juillet 2003 à l'hippodrome de Longchamp, certains usagers de drogues, présents pour nous aider à tenir notre stand, ainsi que quelques festivaliers, se sont interrogés sur le montant qui avait été récolté et comment il allait être utilisé. Voici quelques éléments de réponse.

Record battu. Sur le côté droit de la scène Paris, un compteur géant était visible. Sur celui-ci, un chiffre qui, tout au long du week-end, ne cessait de croître. « *Mais qu'est-ce donc ?* » pouvait-on entendre de la part de certains festivaliers. 12 516, c'est le nombre de personnes mortes à la clôture du festival. C'est « *parce que cette injustice est intolérable, parce que tous ces morts auraient pu être évités, et parce qu'il est encore possible de sauver des millions de vies* » que Solidarité Sida a lancé, cette année, la campagne « *Des jeunes en colère* ».

La 5^{ème} édition du festival a été un grand succès (100 000 personnes ont répondu présent, 10 000 de plus que l'année dernière). Grâce à ces fonds récoltés (530 000 euros), ce sont des projets d'aides aux malades en France et à l'étranger qui vont pouvoir être financés dès la fin de l'année 2003 dans le cadre de l'appel à projet. Mais cela va aussi permettre à Solidarité SIDA, en partenariat avec Action-Traitement et l'UNALS, de financer un programme d'accès aux antirétroviraux pour cent cinquante militants associatifs dans les pays du « Sud ».

Les projets d'aides aux malades. En 2002, grâce au montant récolté lors de la quatrième édition du festival, l'association ALS, à Lyon, a pu bénéficier d'une subvention pour l'aide à la vie quotidienne



Le Stand d'EGO dans le village associatif à Solidays

des malades. À l'étranger, en Afrique, l'association « *Des jeunes scolarisés contre le SIDA* » a profité d'une aide pour un centre d'information, d'accueil et de détente. Aux Philippines, à Manille, « *Positive Action Foundation Philippines* », un centre d'accueil pour les personnes vivant avec le VIH/SIDA a pu être créé grâce à un financement de Solidarité SIDA et quarante-deux personnes ont pu avoir accès aux traitements antirétroviraux.

Grande satisfaction. Cent associations (étrangères et françaises) étaient présentes pour venir témoigner de leurs difficultés, mais également pour faire état du travail accompli. Espoir Goutte d'Or est présent au festival Solidays depuis la première édition. « *C'est pour nous l'un des trois événements les plus importants de l'année avec la Fête de la Goutte d'Or et la Journée Mondiale de Lutte contre le SIDA et nous ne les raterions pour rien au monde* ». Pour les usagers qui fréquentent l'association, c'est aussi un moment très attendu. « *C'est rare les occasions où nous*

pouvons rencontrer des gens et discuter avec eux sans que l'on nous regarde essentiellement comme des usagers de drogues » nous dit René, venu donner un coup de main.

Les bénévoles de Solidarité SIDA. Avec Solidays, on ne s'investit pas pour n'importe quel festival. De la plus

petite responsabilité à la plus grande, tous les bénévoles et les salariés(es) se sentent investis d'une véritable " mission " de solidarité. Les nerfs à fleur de peau, parfois même les larmes au bord des yeux, le sourire et la disponibilité sont toujours présents.

Moment fort. Le moment le plus marquant du festival, le plus touchant, qui nous rappelle à tous la dure réalité de cette véritable hécatombe due au VIH/SIDA, reste l'hommage rendu aux personnes mortes de cette maladie. Gérard Lanvin, les Robins des Bois, etc. énumèrent les noms des victimes de cette pandémie. Pendant ce temps, les bénévoles de Solidarité SIDA déploient les panneaux de tissus réalisés par les proches des personnes disparues. C'est le silence. On se recueille, on se souvient.

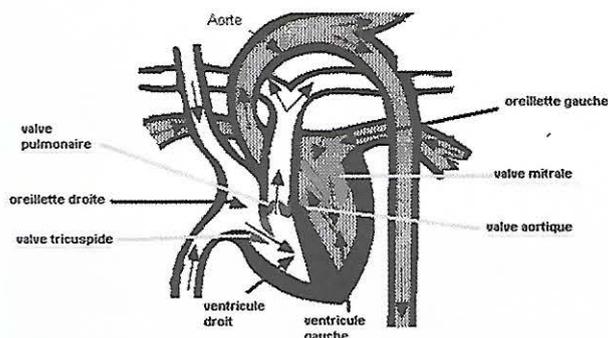
... Et ce chiffre, sur le compteur géant juste à côté, n'arrête toujours pas de compter les morts.

Didier Robert

(1) Solidarité SIDA « *Des jeunes contre le SIDA* »
14 rue de Savoie 75006 Paris
Tél. : 01 53 10 22 22 - Mail : solsid@club-internet.fr
Site Internet : www.solidarite-sida.org

L'endocardite : une maladie fréquente chez les usagers de drogues

L'endocardite est mortelle dans 100 % des cas si elle n'est pas traitée. Elle est fréquente chez les usagers de drogues. Qu'est-ce qu'une endocardite et comment peut-on s'en prémunir ? L'équipe ECIMUD (Equipe de Coordination et d'Intervention Médicale auprès des Usagers de Drogues) de l'hôpital Bichat-Claude Bernard a accepté de nous apporter quelques éléments de réponse.



L'endocardite. C'est une infection de l'endocarde et principalement des valves du cœur. L'endocarde est le tissu situé sur la face interne du cœur donc directement en contact avec le sang. Les valves cardiaques sont au nombre de quatre : deux à droite, appelées « *valve tricuspide* » et « *valve pulmonaire* » et deux à gauche, appelées « *valve aortique* » et « *valve mitrale* ».

Dans la majorité des cas, l'endocardite survient chez des personnes ayant déjà des valves abîmées ou porteuses de prothèse valvulaire. Cette infection peut être due à une autre localisation du germe : d'origine dentaire principalement, mais aussi ORL, digestive, urologique ou gynécologique. L'endocardite est dans ce cas, le plus souvent localisée sur le cœur gauche (valve mitrale ou aortique). Le germe le plus fréquemment rencontré est le streptocoque.

L'endocardite chez les usagers de drogues. Chez les usagers de drogues, les « *poussières* » à répétition provoquent la circulation de germes dans le sang, ceux-ci se fixent dans 80 % des cas sur la valve

tricuspide. Le germe le plus souvent en cause est le **staphylocoque** (habituellement présent sur la peau). L'envahissement microbien déforme la valve. Il peut y avoir une formation de végétations (amas de

fibrine⁽¹⁾ et de germes) qui détruit progressivement la valve et compromet gravement le bon fonctionnement de celle-ci. Des morceaux de végétations peuvent se détacher et migrer dans la circulation par l'artère pulmonaire (d'autres localisations sont possibles : articulations, cerveau, reins), provoquant des embolies pulmonaires et des abcès du poumon.

Quels sont les symptômes de l'endocardite aiguë ?

Forte fièvre ; frissons ; essoufflement ; pouls rapide et irrégulier ; toux ; expectorations sanguinolentes ; douleurs abdominales ; teint gris, cireux ; etc.

L'hospitalisation et des examens spécialisés s'imposent. Le traitement par antibiotique sera adapté au germe responsable et durera souvent plusieurs semaines. L'intervention chirurgicale est rarement utilisée en première intention et l'indication de la chirurgie est très souvent discutée surtout chez le patient toxicomane actif.

Mesures de prévention. S'injecter par voie

intraveineuse un produit non stérile expose au risque infectieux. Toutes les phases de préparation, tous les « *rituels* » d'injection peuvent augmenter ce risque. Il est donc important de respecter les règles d'hygiène fondamentales :

Préparer l'injection dans un endroit calme, propre et muni d'un point d'eau ; Nettoyer les surfaces qui seront utilisées (planchette ou plateau) à l'eau de javel si possible ; Utiliser un matériel stérile comme dans le Steribox ; Se laver les mains avec du savon ou un désinfectant ; Dissoudre la drogue dans de l'eau stérile ou de l'eau bouillie pendant dix minutes au moins. Si une solution acide est nécessaire, prendre un citron qui n'est pas entamé et ne pas le conserver (les microbes s'y développent très rapidement) ; Utiliser un filtre stérile ; Ne pas lécher l'aiguille et ne pas la toucher avec les doigts. Appliquez le garrot et désinfectez la zone choisie pour l'injection avec un tampon alcoolisé neuf. Après l'injection, appliquer immédiatement un coton sec et comprimer fortement (éviter que quelqu'un d'autre ne fasse le point de compression avec son doigt ou son coton, etc.).

Très important. Ne partager jamais, ni n'emprunter, une seringue, un filtre, ou tout autre matériel utilisé pour une injection. Jeter le matériel utilisé dans une boîte de récupération que vous pouvez trouver et ramener dans un PES (Programme d'Echange de Seringues).

Elisabeth Debonnière

Équipe infirmière ECIMUD - Hôpital Bichat-Claude Bernard

(1) Protéine filamenteuse, élastique et insoluble, formée par action de la thrombine sur le fibrinogène, et constituant le réseau du caillot sanguin au cours de la coagulation.

Cette rubrique est un espace de parole pour tous ceux qui souhaiteraient s'exprimer à propos d'un sujet traité ou bien nous faire part de leurs suggestions pour en aborder d'autres. Cela peut être aussi, réagir à propos de l'exclusion sociale, de la toxicomanie, de la prévention, etc., ou bien utiliser l'écriture comme un moyen de garder le contact avec nos lecteurs et nous-mêmes.

Envoyez votre courrier à: **Espoir Goutte d'Or - ALTER EGO le Journal**, 13, rue St Luc 75018 Paris

ou par e-mail : alteregojournal@club-internet.fr

Bonjour à toutes et à tous,

Monique Guindon est conseillère emploi-formation à la Mission Locale Sud 93 (Seine Saint-Denis). Elle nous a offert gracieusement du matériel informatique, lui appartenant, pour notre atelier à l'initiation informatique. Elle nous fait part ici de son ressenti lors de sa visite à l'association en mai dernier.

« Quel plaisir ce matin en recevant le courrier de découvrir le numéro 40 d'"ALTER EGO le journal", ainsi que le petit mot qui m'est destiné.

Je suis ravie de savoir que le matériel est opérationnel et que cela permet à d'autres personnes de pouvoir se familiariser avec l'outil informatique.

Rien de tel pour s'occuper les méninges (pour moi, l'informatique, c'est une prise de tête !). Apprendre et prouver que l'on est capable, c'est tellement enrichissant, c'est le premier pas vers l'autonomie. Alors bon courage à toutes et à tous.

Je suis convaincue, après ma visite dans vos locaux, qu'il y a parmi vous beaucoup de personnes d'une grande richesse avec des capacités et des qualités personnelles remarquables. À toutes ces personnes, j'ai envie de leur crier : "Allez-y, foncez, accrochez-vous, ayez confiance en vous. EGO et d'autres vous font confiance."

Pour être honnête, il m'a fallu un peu de temps pour me remettre de notre rencontre. Vous m'avez donné une grande leçon de vie ce jour-là, c'est à vous tous que je le dois. Merci de m'aider à grandir.

Je continue au fil de mes rencontres à parler de vous et de l'association EGO (à ma manière, car il ne faut effrayer personne, mais sans jamais vous trahir) pour récupérer du matériel informatique. Rien n'est simple, mais j'ai bon espoir.

Bravo à Monique pour cet article "Pourquoi, malgré ses airs de famille, EGO n'en est pas une ?" J'ai beaucoup aimé le ton juste et réaliste.

Pour ma part, EGO c'est le respect de l'autre et le droit à la différence et c'est sans doute pour cela que je me suis sentie bien parmi vous. Encore merci de votre accueil.

Dans l'attente de vous revoir, recevez mes plus respectueuses pensées. »

Monique

La Parole est à VOUS

Bonjour à tous,

Ce message est destiné à toute l'équipe d'EGO et en particulier à Moussa. Je vous remémore un peu qui je suis : je suis passée par l'association durant les mois de février et mars 1999 pour y faire un stage en tant que jeune avocate. À l'époque, j'ai un peu travaillé avec Jessy, et puis, surtout, j'ai beaucoup appris auprès de vous tous.

À cette époque, Moussa exerçait ses talents de peintre au sein de l'association et je lui ai acheté un tableau (daté du 11 mars 1999). Il m'avait dit alors, qu'il espérait que ce tableau ne serait pas mis au fond d'un placard. N'ayant



encore jamais eu l'occasion de lui envoyer une photo de ce tableau, je profite de cette pose estivale pour faire ce que je voulais faire depuis si longtemps. Je voulais lui dire que son tableau trône à la vue de tous, après avoir été verni et encadré. Sa crainte peut être mise au placard.

J'espère que cette photo parviendra jusqu'à Moussa.

Bon courage à ceux qui restent sous la chaleur plombante de Paris.

Virginie UERCAMER

Métro aérien Stalingrad au carrefour de la rue de Tanger, rue de l'Aqueduc et du boulevard de la Chapelle dans le 19^{ème} arrondissement de Paris.

Dossier

« Panel citoyen » : une initiative de la Mairie du 19^{ème}.

Bernard Jomier, adjoint au Maire, chargé de la santé et des risques environnementaux, avec le soutien total du Maire de l'arrondissement⁽¹⁾, Roger Madec, décide d'associer les habitants des alentours de Stalingrad à la réflexion sur la question des drogues dans leur quartier.

Une expérience unique en France. Les problèmes liés aux drogues dans le quartier de Stalingrad, au croisement de trois arrondissements (10^{ème}, 18^{ème} et 19^{ème}) ne datent pas d'hier. Les seules réponses apportées, jusqu'à ce jour, ont été essentiellement répressives (contrôles, arrestations, etc.). Cela n'a fait que déplacer le problème dans le quartier d'à côté. Il fallait donc changer de politique et trouver des solutions pour « mieux vivre à Stalingrad ».

Bernard Jomier s'inspire des « citizens

juries » anglais (jury citoyen). « Devant les réponses inappropriées, le quartier a fini par partir à la dérive. Et l'idée d'un changement ne pouvait se faire sans les habitants eux-mêmes. Nous avons, en France, ce manque de culture : faire appel aux citoyens. » nous explique-t-il. Les habitants et les Élus se retrouvent associés dans ce projet de « Panel citoyen ». Une expérience inédite, en France, en matière de drogues et de « démocratie représentative ».

Le Comité de pilotage. Un Comité de pilotage, composé d'Élus, de représentants d'associations et de structures spécialisées (Boréal-La Terrasse et SOS Drogues International), et de structures d'habitants (Stalingrad Quartier Libre, les Jardins d'Éole, Espace

19, etc.), de la police et de la Ville de Paris, organiser par la Mairie, a eu trois mois pour mettre en place et équilibrer en représentativité le « Panel citoyen ». La coordination a été confiée à l'Agence Française de Réduction des risques (AFR) et à Anne Coppel⁽²⁾ (l'ex-Présidente) pour sa neutralité et pour ses grandes connaissances sur la question des drogues. Ce Comité a eu à définir les questions qui seront soumises au « Panel citoyen » et à superviser le projet.

La mission du « Panel citoyen ». Constitué de quatorze membres (sept tirés au sort après appel à candidature dans le quartier et sept autres désignés par le Comité de pilotage), son premier objectif a été d'établir, en six mois, un diagnostic en auditionnant des personnes

ressources (médecins, policiers, travailleurs sociaux, habitants, usagers de drogues, etc.) lors de six séances ouvertes au public³. Il lui a fallu, ensuite, avancer des propositions concrètes tant sur les problèmes liés à la toxicomanie (trafic, violence, etc.), que sur les questions d'environnement (logements insalubres, insuffisances urbanistiques, manque d'espaces verts, etc.) en créant un espace dans lequel toutes les personnes (vivant ou travaillant dans ce quartier) pouvaient s'exprimer.

La place de la Mairie du 19^{ème}. La Mairie ne tenait pas à coordonner cette mission, car dit-elle : « *Le "Panel citoyen" doit garder son autonomie.* » L'engagement de la Mairie se limitera à répondre aux préoccupations de ces concitoyens car « *elle ne peut pas se désintéresser de ce qui se passe dans la vie des habitants au quotidien* », et non pas de décider à leur place. « *Nous porterons une attention toute particulière à leurs requêtes. Mais il faut être réaliste, on ne dira pas oui à toutes les propositions lancées par le "Panel citoyen". Si certaines propositions ne sont pas suivies, on expliquera pourquoi.* » assure Bernard Jomier en ajoutant : « *Il a fallu attendre le début des années 90 pour qu'une politique de réduction des risques allie le corps médical et les usagers de drogues. En matière de drogues, nous constatons aujourd'hui, que ce problème se ne limite pas qu'à des soins. Cette alliance doit aller encore plus loin et nous devons y associer les habitants. C'est ce qui se réalise en ce moment avec le "Panel citoyen".* »

Le rapport du « *Panel citoyen* » sera rendu public en septembre par le Maire lui-même, Roger Madec, lors d'un Conseil de quartier.

« *L'équipe de la Mairie a été élue jusqu'en 2007. Tout sera mis en œuvre pour répondre aux besoins des habitants.* » tient à préciser Bernard Jomier.

Didier Robert

¹ Mairie du 19^{ème}. 5-7 place Armand Carrel 75019 Paris - M^e Laumière
Tél. standard : 01 44 52 29 19 - Tél. accueil : 01 44 52 28 90.

² Anne Coppel est sociologue et écrivain. Elle est l'auteur avec Christian Bachman du « *Dragon domestique* » aux Éditions Albin Michel et de « *Peut-on civiliser les drogues ? De la guerre à la drogue à la réduction des risques* » aux Éditions Découvertes Alternatives Sociales. Elle a été également fondatrice et directrice du centre méthadone « *Emergence* » dans le 13^{ème} arrondissement de Paris et de la « *Clinique Liberté* » à Bagneux.

³ Lundi 28 avril : Vivre dans le quartier : quels sont les problèmes liés aux drogues.

Mardi 13 mai : L'usage de drogues.

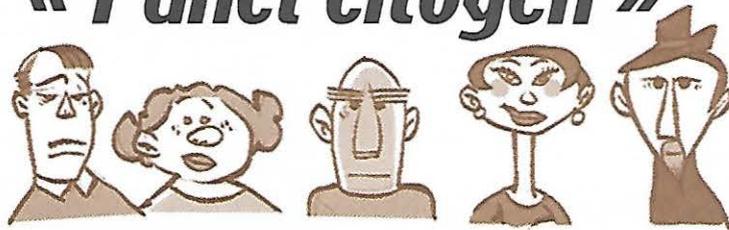
Mardi 27 : Les problèmes liés au trafic et à la délinquance.

Mardi 3 juin : Le dispositif socio-sanitaire.

Mardi 10 juin : Le projet de rénovation du quartier.

Mardi 1er juillet : Les stratégies d'intervention.

Portrait du « *Panel citoyen* »



Le « *Panel* » d'habitants a été composé à la suite d'un appel à candidature (dans les Conseils de Quartier et les publications municipales). Sur la trentaine de réponses à cet appel, sept ont d'abord été tirées au sort. Les sept autres membres ont été désignés, parmi les candidats restants, par le comité de pilotage qui conduisait la démarche. Ce groupe devait veiller à ce que le « *Panel* » soit le plus représentatif possible de la population du quartier. Il s'agissait simplement de « *corriger* » le travail du hasard : par exemple, sur les sept personnes tirées au sort, six étaient des femmes.

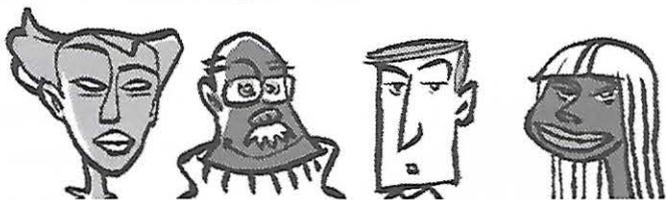
Au final, on ne peut pas dire que ce « *Panel* » était absolument représentatif de Stalingrad (deux personnes sur quatorze seulement étaient d'origine hors-europe), mais tout le monde était d'accord pour dire qu'il présentait une image assez fidèle de la disparité des opinions sur le sujet de la toxicomanie. Il comprenait à la fois des gens proches de l'ex-Collectif Anti-Crack⁽¹⁾ (CAC) ou de Stalingrad Quartier Libre⁽²⁾ (deux associations qui se confrontent sur le sujet) mais aussi des gens avec leur propre idée, plus ou moins arrêtée, ou encore des gens qui admettaient très sincèrement n'avoir jamais poussé très loin leur réflexion sur ces questions.

Le travail du « *Panel* » avait été pensé en trois temps par Anne Coppel, chargée par la Mairie du 19^{ème} de la coordination du processus :

- un temps de préparation durant lequel des petits groupes de travail rassemblaient de la documentation et choisissaient les invités des séances ;
- un temps d'audition, ouvert au public, qui laissait la parole à des intervenants extérieurs ;
- un temps de réflexion et de débat sur la base des auditions qui se déroulaient, à huis clos, à la fin des séances.

Il y eut bien sûr quelques différences entre ce schéma initial et la réalité des faits. La préparation des séances était très variable, certains groupes de travail s'étant beaucoup plus investis que d'autres. Les temps d'audition furent parfois houleux parce que piratés comme tribune publique par certains membres du « *Panel* ». De même, le débat à huis-clos fut presque annihilé par des questions purement idéologiques, sans rapport aucun avec ce qui venait d'être entendu.

Le cœur du Comité Citoyen mis en place par la Mairie du 19^{ème} arrondissement est constitué d'un ensemble de quatorze habitants qui se sont portés volontaires afin de réfléchir à l'amélioration de leur quotidien¹ en regard des questions de toxicomanie. Ce sont ces hommes et ces femmes, simples citoyens de Stalingrad, qui devront se mettre d'accord sur un certain nombre de propositions qu'ils présenteront à Roger Madec au cours du mois de septembre.



Pour toutes ces raisons, il ne fut pas toujours facile de voir avancer le travail du panel. Le « jeu de rôles » qui s'était mis en place, entre les différentes personnes et les différentes « bandes » qui s'agrégeaient parfois, prenait beaucoup plus d'importance que la réflexion elle-même. À tel point que le travail du « Panel » fut finalement prolongé pour consacrer des séances entières au débat entre les membres, sans audition de personnes extérieures.

Mais c'est finalement sur la base de l'écrit que se fera le travail de conclusion. Anne Coppel a fait régulièrement parvenir aux membres du panel des comptes rendus des auditions qui doivent servir de base à la réflexion du panel pour éviter justement que chacun ne campe sur ses positions de manière rigide ; comme cela peut facilement être le cas lors d'une confrontation orale. En effet, tous les membres du « Panel » admettent qu'ils ont beaucoup appris au cours de ces dernières semaines. Ce problème, qu'ils pensaient connaître par cœur, du simple fait d'habiter dans le quartier, ils l'ont découvert sous un autre angle, et avec surtout une plus grande profondeur de champ. C'est, à mon avis, le plus grand enseignement (avant les conclusions) que nous puissions tirer de cette expérience. Il est possible de réunir des gens comme vous et moi et de leur exposer un problème sans le simplifier à l'extrême comme peuvent le faire la majorité des grands médias. Je ne m'avance pas sur le fait que cela puisse résoudre le problème en question mais cela a au moins le mérite de le traiter en toute connaissance de cause. Un simple exemple : la femme la plus âgée du panel était venue avec, pour objectif, de dénoncer ses voisins qu'elle soupçonne de trafic (sic !). À la fin de la seconde séance, après l'intervention d'Abdelkrim (le représentant du Comité des usagers d'EGO), qui a été un moment très fort, elle suggérait de rechercher parmi les immeubles vacants ceux qui pourraient accueillir les usagers sans abri...

La séance de clôture, qui a eu lieu au tout début du mois de juillet, a été le premier moment de réelles propositions. Elle a vu défiler, devant le panel et un public beaucoup plus large qu'à

l'accoutumée, un nombre important d'intervenants venus proposer des pistes d'actions



concrètes. Associations, habitants, professionnels, usagers ont dessiné des pistes qui avaient au moins trois points en commun :

- il faut plus de travail de terrain en direction des usagers de drogues de Stalingrad (équipes de rue, antennes mobiles...);
- il faut renforcer la coordination entre les arrondissements et entre les structures d'accueil ;
- il faut améliorer l'accès aux structures de soins.

Il ne faut pas non plus masquer les divergences, elles sont nombreuses et fondamentales, entre les approches et les propositions. Pour certains, le seul but acceptable, quel qu'en soit le prix, est l'éradication définitive de la drogue. Pour d'autres, dont je suis, celle-ci est illusoire et le but véritable est de trouver les conditions pour que les usagers vivent plus décemment, mais aussi pour que la coexistence avec les riverains soit moins problématique sans qu'une police omniprésente ne vienne dresser un obstacle entre deux populations qui n'aspirent qu'à la paix.

À ce jour, il n'est pas possible de présumer du résultat de la démarche entamée par la Mairie du 19^{ème}. Pour l'instant les membres du « Panel » ont reçu beaucoup (d'informations), ont un peu exprimé (leurs sentiments) mais n'ont pas produit par eux-mêmes (de propositions). Les dernières réunions du mois de septembre seront décisives, mais quoi qu'il en soit, les membres devront se mettre d'accord. En effet (c'est un des aspects intéressants du point de vue de l'expérience de démocratie locale), le but est d'atteindre une quasi unanimité pour l'élaboration de ces propositions. Il n'est donc pas question de dresser un camp contre un autre, puisqu'un point qui recueillerait huit ou même dix voix sur quatorze ne serait pas considéré comme recevable par les Élus. Ce qui apparaîtra comme l'évidence la plus pragmatique remportera l'adhésion de tous (ou presque) et pourra, alors, s'imposer. Je suis de nature optimiste, je m'adjuge donc le droit d'espérer que le bon sens de tous n'est pas du côté de la haine et du rejet.

**Éric Labbé, président de Stalingrad Quartier Libre
(pour plus de détail, voir ALTER EGO le journal N° 40)**

(1) Le collectif des « Pères de familles » qui revendique essentiellement une présence renforcée de la police et une politique de soins très axée sur l'abstinence.

(2) Voir ALTER EGO le journal N° 40

Un ex-usager de drogues auditionné par le « Panel citoyen »

Abdelkrim, salarié en CES (Contrat Emploi Solidarité) de l'association Espoir Goutte d'Or, est responsable du Comité des usagers de drogues depuis près d'un an. C'est à ce titre qu'il a été auditionné par le « Panel citoyen ». Voici son portrait à travers son propre témoignage et ce qu'il a apporté lors de son audition.

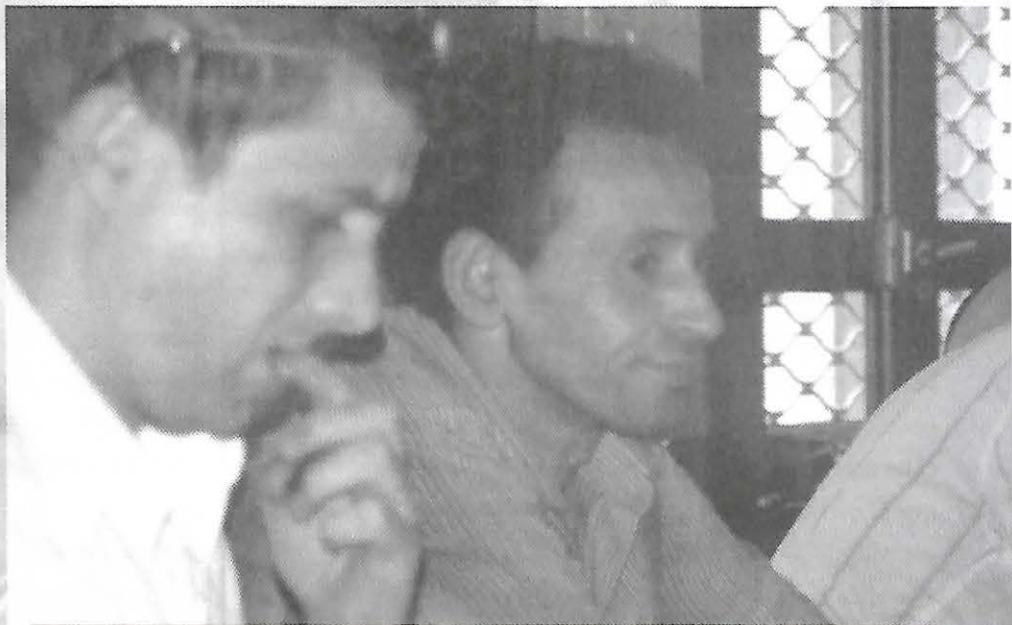
Abdelkrim est de nationalité française. Il est né à Nanterre, de père et mère d'origine algérienne, il y a trente-neuf ans.

Il termine sa cinquième et décide d'entreprendre un CAP de comptabilité, car, dit-il : j'étais doué pour les mathématiques. Mais très vite, il se rend compte qu'il est essentiellement entouré de femmes, dans un milieu de bureau et cela ne lui plaît pas. Petit, il bricole souvent avec son père dans le pavillon de famille et il préfère se tourner vers des métiers plus manuels. Il commence un stage d'électricien, obtient son diplôme (CAP) et devient par la force des choses un ouvrier polyvalent du bâtiment. Il touche à tout et apprend sur le tas : peinture, papier, menuiserie, etc. Il aime les métiers du bâtiment. Il a aussi une passion, le sport. Il fait du judo, va jusqu'à la ceinture noire 2^{ème} dan et commence à préparer un professorat. Il s'adonne aussi à d'autres sports.

Mais le sort s'en mêle, il se fracture la clavicule. C'est pour lui la fin d'une éventuelle carrière sportive. D'une vie saine, il passe à une vie un peu plus « libre » et commence à fumer cigarettes et joints, à faire la fête avec les copains et à boire de l'alcool. Il a alors dix-neuf ans. Sa déception est grande et il s'enfonce encore plus dans la consommation de produits et commence à sniffer de l'héroïne de temps en temps. À vingt-cinq

ans, il fait sa première injection et cela dure dix ans. À la fin, il n'y trouve plus de plaisir et commence à s'interroger sur sa consommation. Vis-à-vis de ses parents, mais surtout par rapport à la mentalité du milieu de la toxicomanie, il décide d'arrêter. Il est motivé. Plus rien ne ressemble à ce qu'il a connu. Il se remet en question et le déclic arrive quand son frère part dans le sud-est de la France. Depuis plusieurs années, il vient à EGO

À EGO, une des qualités les plus reconnues, c'est la polyvalence. Abdelkrim participe à tout, a envie de faire beaucoup. Il est, avec Nordine, un autre ex-usager de drogues salarié de l'association, « le bricoleur », fonction très recherchée à EGO. La qualité essentielle d'Abdelkrim est celle de donner aux autres. Sandrine, une de ses collègues de travail, reconnaît son côté « *stroumph grognon* » mais dit de lui :



Abdelkrim lors de la réunion des salariés d'EGO, un mercredi matin.

et, petit à petit, s'investit comme bénévole pour aider un accueillant salarié qui coordonnait, à l'époque, le Comité des usagers de drogues d'EGO. Son aide et sa participation sont précieuses et reconnues de l'ensemble de ses collègues. L'association finit par lui proposer un job : être animateur à l'accueil, ce qu'il accepte.

« que c'est une personne qui a les deux pieds sur terre et pas dans la même basket. » pour justifier son sens pratique. Il est de ceux qui sont porteurs d'une certaine « *autorité naturelle* » ce qui lui permet de trouver sa légitimité à l'accueil auprès des autres usagers de drogues. Quand Guillaume Pfaus, le coordinateur de l'accueil d'EGO, lui parle du « *Panel*



citoyen », cela l'intéresse et, dit « *oui* » pour y participer.

Son intervention lors du « *Panel citoyen* » lui donne, là, l'occasion « *de partager avec les autres ce qu'il pense depuis longtemps au fond de lui* » dit-il. Il explique que « *de lui avoir fait confiance* » a été très important dans son processus de réinsertion. Il repart confiant ; il trouve que le projet « *peut apporter beaucoup dans le changement des représentations vis-à-vis des usagers de drogues.* » Il tire une certaine fierté d'avoir rencontré des gens comme Anne Coppel et Éric Labbé.



Aujourd'hui, Abdelkrim a son appartement, son travail et, le plus important : des projets. Ce qu'il dit de sa réussite : « *On m'a fait confiance.* »

Didier Robert

Patrick, un habitant militant du quartier Stalingrad

Arrivé en 1977 dans le quartier Stalingrad, Patrick vient habiter dans un quartier très populaire. La cité des Orgues de Flandre vient juste d'être construite. Il voit un premier changement dans le paysage, une dizaine d'années plus tard. Le quartier se change en cité, puis arrive tous les problèmes liés à la drogue.

Patrick a quarante-neuf ans. Il est arrivé à Stalingrad, il y a vingt-six ans dans un quartier qui dit-il « *lui a été tout de suite très sympathique* ». Au fil des ans, il voit le quartier se transformer. Tout d'un coup, ce même quartier lui devient moins sympathique. D'ailleurs quand des amis lui parlent de l'endroit où il habite il le qualifie de « *zone sensible* ». Mais il retrouve goût à se balader dans les rues de son quartier. Dans ces rues, on ne voit pas la même population que dans les autres quartiers plus européens. Et les rues ne sont pas aussi bien tenues. Elles sont beaucoup plus vite dégradées. Mais cet environnement lui plaît. Pour lui, « *c'est un quartier aux couleurs de la France.* » C'est du « *Black, blanc, beur* ».

Lors de la réunion du « *Panel citoyen* » à la Mairie du 19^{ème}, le 1^{er} juillet, un habitant disait ne jamais avoir vécu de problèmes liés à la drogue dans ces années-là et qu'ils sont apparus quand la Boutique de la rue Philippe de Girard et le Sleep In se sont implantés. À sa connaissance, il ne connaît pas une histoire d'habitant agressé. Les gens avaient plus peur de l'image que pouvaient donner, parfois, les usagers de drogues.

Mais, entre eux, il est vrai que l'on voyait souvent des scènes de violence.

Ce qui devient plus ennuyeux pour le quartier, beaucoup d'usagers de drogues s'installent sur les quais du canal de l'Ourcq. Et là, il y a eu énormément de nuisance. Lui-même se fait agresser et se fait voler son blouson et son walkman. Mais il ne leur en veut pas. Il ne souhaite pas non plus partir. Bien au contraire. Quand il entend parler du « *Panel citoyen* », il souhaite même faire savoir qu'il n'est pas d'accord quand on montre du doigt la personne toxicomane comme responsable de tous les maux de la société. Autre chose, il n'existe pas beaucoup de structures pour les toxicomanes, ni pour les jeunes ; il faudrait donc en créer. Et qu'il y ait une véritable coordination entre celles déjà existantes.

Si on souhaite « *Mieux vivre à Stalingrad* », il va falloir que l'on apprenne, en toute bonne intelligence, à se parler pour régler nos problèmes et non plus s'en débarasser dans le quartier avoisinant.

Didier Robert

ADRESSE

En raison du nombre important de structures et de l'espace restreint dont nous disposons pour cette rubrique, nous ne pouvons inclure toutes les structures.

AUTO-SUPPORT

ASUD

Auto-Support des Usagers et ex-usagers de Drogues
204/206 rue de Belleville
75020 Paris
M° Télégraphe
Tél. : 01 43 15 00 66
asudnational@club-internet.fr

ACT UP PARIS

45 rue Sedaine
75011 Paris
M° Voltaire
Tél. : 01 48 06 13 89

CIRC

Collectif d'Information et de Recherche Cannabique
circ-fede@circ-asso.org

TECHNO PLUS

64 rue Jean-Pierre Timbaud
75011 Paris
M° Parmentier
Tél. : 01 49 29 90 30
www.imaginet.fr/proselyt

ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LE SIDA

AIDES ÎLE-DE-FRANCE

119 rue des Pyrénées
75020 Paris
M° Marais
Tél. : 01 53 27 63 00

AIDES PARIS

52 rue du Fbg Poissonnière
75010 Paris
M° Poissonnière
Tél. : 01 53 24 12 00

SOLIDARITE ENFANTS SIDA

Soutien auprès des familles touchées par le SIDA
24 rue Lieutenant Lebrun
93000 Bobigny
M° Bobigny/Pablo Picasso
Tél. : 01 48 31 13 50

DESSINE-MOI UN MOUTON

Aide aux enfants touchés par le VIH/SIDA et à leur famille
35 rue de la Lune
75002 Paris
M° Bonne Nouvelle
Tél. : 01 40 28 01 01

ARCAT SIDA

Tout public touché par le VIH et leurs proches
94/102 rue de Buzenval
75020 Paris
M° Buzenval
Tél. : 01 44 93 29 29 (sur rdv)

PASTT

(Prévention Action Santé Travail pour les Transgendres)

94 rue La Fayette
75010 Paris
Tél. : 01 53 24 15 38/39
Fax : 01 53 24 15 40

APPARTEMENTS THÉRAPEUTIQUES

SOS HABITAT ET SOINS

Pour les personnes touchées par le VIH/SIDA
379 av. du Pdt Wilson
93300 La Plaine Saint-Denis
Tél. : 01 55 87 55 56

AURORE SERVICE ESPACE RIVIÈRE

Pour les personnes touchées par le VIH/SIDA
23 rue du Dessous des Berges
75013 Paris
M° Porte d'Ivry
Tél. : 01 45 86 80 30

ASSOCIATION CHARONNE

Pour les usagers de drogues
3 quai d'Austerlitz
75013 Paris
M° Quai de la Gare
Tél. : 01 45 83 22 22

CENTRE DIDRO

Pour les usagers de drogues
9 rue Pauly
75014 Paris
M° Plaisance
Tél. : 01 45 42 75 00

LES BOUTIQUES

LA BOUTIQUE (espace mixte)

Douche, soins, accompagnement social, échange de seringues, machine à laver
86 rue Philippe de Girard
75018 Paris
M° Marx Dormoy
Tél. : 01 46 07 94 84
boutik18@club-internet.fr
Lundi, mardi, mercredi et vendredi
De 9h45 à 12h30 et de 13h45 à 16h45
Jeudi
De 9h45 à 12h45

BEAUREPAIRE

Accueil, accompagnement, consultation médico-sociale, soins infirmiers, douche, programme d'échange de seringues, conseil juridique (sur rdv)
9 rue Beaurepaire
75010 Paris
M° République
Tél. : 01 53 38 96 20
Du lundi au vendredi
De 10h00 à 13h00 et de 14h00 à 17h00 (fermée le jeudi après-midi)

SIDA PAROLE

Programme d'échange de seringues, machine à laver, douche, petits déjeuners, permanences médicales, sociales et psychologiques
8/10 rue Victor Hugo
92700 Colombes
Tél. : 01 47 86 08 90

SOINS

MÉDECINS DU MONDE

Soins, consultations
62 av. Parmentier
75011 Paris
M° Parmentier
Tél. : 01 43 14 81 61

C.M. BOURSULT

Accueil pour personnes en difficultés, consultation, dépistage VIH et orientations
54 bis rue Boursault
75017 Paris
M° Rome
Tél. : 01 53 06 35 60
Du lundi au vendredi
De 8h45 à 12h30 et de 13h30 à 17h15

CENTRE MOULIN JOLY

Suivi médical et social pour des populations confrontées au VIH/SIDA
5 rue du Moulin Joly
75011 Paris
M° Couronnes
Tél. : 01 43 14 87 87

SPECIAL FEMMES

LA BOUTIQUE (espace femme)

Douche, soins, accompagnement social, échange de seringues, etc.
84 rue Philippe de Girard
75018 Paris
M° Marx Dormoy
Tél. : 01 46 07 87 17
Du lundi au vendredi
De 10h30 à 17h00

HORIZONS

10 rue Perdonnet
75010 Paris
M° La Chapelle
Tél. : 01 42 09 84 84
Du lundi au vendredi
Le matin
De 9h30 à 12h30
L'après-midi
Lundi, mardi et mercredi
De 13h30 à 18h00
vendredi
De 14h30 à 18h00

CŒUR DE FEMMES

Accueil et suivi de femmes en grande exclusion
4 rue Fulton
75013 Paris
M° Quai de la Gare
Tél. : 01 45 83 52 72
Du lundi au vendredi
De 10h00 à 17h00

SERVICES TÉLÉPHONIQUES D'URGENCE

Anonymes et gratuits

DROGUES, ALCOOL, TABAC INFO SERVICE

Service national d'information, de prévention sur les dépendances
24h/24
1 13

SIDA INFO SERVICE

24h/24
0800 840 800

HEPATITES INFO SERVICE

9h00 à 23h00
0800 845 800

SIDA INFO DROITS

mardi 16h00/24h00
jeudi 16h00/20h00
vendredi 14h00/18h00
0801 636 636

publique, nous nous excusons d'avance auprès des partenaires dont les coordonnées ne figurent pas dans ce numéro dans tous les secteurs d'activités les concernant.

LA TERRASSE

est un service intersectoriel d'accueil et de soins pour les usagers de drogues illicites ou licites (alcool, médicaments, tabac, etc.). Il a été créé en novembre 1987, à la demande du ministère de la Santé, par les quatre secteurs de psychiatrie adulte et l'intersecteur enfants du 18^{ème} arrondissement de Paris. Financé par le ministère de la Santé.

Accueil et consultations

222 bis rue Marcadet
75018 Paris
M° Guy Moquet
Tél. : 01 42 26 03 12
Du lundi au vendredi
de 10h00 à 18h00

Unité méthadone

224 rue Marcadet
75018 Paris
M° Guy Moquet
Tél. : 01 42 26 01 11
Du lundi au vendredi
de 8h30 à 16h30

Boutique Boréal

64 ter rue de Meaux
75019 Paris
M° Jaurès
Tél. : 01 42 45 16 43
Du lundi au vendredi
de 10h00 à 18h00
Ouvert au public
de 11h00 à 13h00
et de 14h00 à 16h00

Équipe d'intervention de rue

Travail de rue et dans les squats, échange de seringues, information et aide à l'orientation sanitaire et sociale réalisés par trois animateurs de terrain.

LES AMIS DU BUS DES FEMMES

Accueil de femmes prostituées
6 rue du Moulin Joly
75011 Paris
M° Couronnes
Tél. : 01 43 14 98 98

AMICALE DU NID

Service d'Accueil et d'Orientation (S.A.O.)
Accueil et réinsertion de femmes ou d'hommes prostitués(es) majeurs(es) seul(e) ou avec enfant(s)
21 rue du Château d'Eau
75010 Paris
M° République
Tél. : 01 42 02 38 98
Du lundi au vendredi
De 9h00 à 18h00

SUBSTITUTION MÉTHADONE

SOS DROGUE INTERNATIONAL

Espace Parmentier
62 bis av. Parmentier
75011 Paris
M° Parmentier
Tél. : 01 43 14 81 50

RÉSEAU RIVE GAUCHE

Pour les usagers de drogues habitant la Rive Gauche
Tél. : 01 45 45 30 90

CENTRE PIERRE NICOLE

27 rue Pierre Nicole
75005 Paris
RER Port-Royal
Tél. : 01 44 32 07 90

MONTE CRISTO

Hôpital Européen Georges Pompidou
20 rue Leblanc
75015 Paris
M° Balard
Tél. : 01 56 09 26 91

CENTRE CASSINI

8 bis rue Cassini
75014 Paris
M° Saint-Jacques
Tél. : 01 58 41 16 78

NOVA DONA

104 rue Didot
75014 Paris
M° Pernety
Tél. : 01 43 95 81 75

SEURAGES

CENTRE MARMOTTAN

19 rue d'Armaillé
75017 Paris
Tél. : 01 45 74 00 04
M° Charles De Gaulle-Étoile
Du lundi au vendredi
De 10h00 à 19h00

HÔPITAL FERNAND WIDAL

Espace Murger
200 rue du Fbg Saint-Denis
75010 Paris
M° La Chapelle
Tél. : 01 40 05 42 14 (sur rdv)

SORTANTS DE PRISON

SRAIOSP

Aide à la réinsertion pour sortants de prison (sans sursis, ni mise à l'épreuve)
4/14 rue Ferrus
75014 Paris
M° Glacière
Tél. : 01 44 32 72 33 (sur rdv)

ANPE ESPACE LIBERTE EMPLOI

Aide à la recherche d'emploi ou de stage pour sortants de prison
75 rue Rochechouart
75009 Paris
M° Anvers
Tél. : 01 53 20 68 18

PASS JUSTICE

Etre présenté par un travailleur social
27 rue Pierre Nicole
75005 Paris
M° Port-Royal
Tél. : 01 44 32 07 60

L'ESTRAN

Etre présenté par un travailleur social
10 rue Ambroise Thomas
75009 Paris
M° Poissonnière
Tél. : 01 53 24 92 20 (sur rdv)

LE VERLAN

Centre d'hébergement
Etre présenté par un travailleur social
35 rue Piat
75020 Paris
M° Pyrénées
Tél. : 01 44 62 26 90

ARAPEJ 75

17 rue de l'Échiquier
75010 Paris
M° Strasbourg Saint-Denis
Tél. : 01 42 46 06 73

DOCUMENTATIONS ET INFORMATIONS

CRIPS

(Centre Régional d'Information Prévention SIDA)
Tour Montparnasse
33 av. du Maine
75015 Paris
M° Montparnasse-Bienvenue
Tél. : 01 56 80 33 33
www.crips.asso.fr

OFDT

(Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies)
105 rue Lafayette
75010 Paris
M° Poissonnière
Tél. : 01 53 20 16 16

SUIVIS PSYCHOLOGIQUES

LA CLEPSYDRE

6 rue Deguerry
75011 Paris
M° Goncourt
Tél. : 01 40 21 39 57

ESPAS

Soutien psychologique des personnes concernées par le virus du VIH et de leurs proches
36 rue de Turbigo
75003 Paris
M° Étienne Marcel
Tél. : 01 42 72 64 86 (sur rdv)
Du Lundi au Vendredi

COORDINATION TOXICOMANIES 18

Vous pouvez nous appeler pour faire part de vos difficultés, prendre rendez-vous, demander le passage de médiateurs « Première ligne », participer à la réflexion et à la recherche d'actions concrètes à mener pour améliorer la situation dans les quartiers :

La Chapelle-Marx Dormoy, La Goutte d'Or, Simplon-Clignancourt.

87 rue Marcadet 75018 Paris - M° Marcadet-Poissonniers
Tél. : 01 53 28 08 89 - Du lundi au vendredi de 10 heures à 20 heures

« Les jardins d'Éole⁽¹⁾ »

En 1992, Daniel Vaillant plante un arbre dans la cour du Maroc et annonce la création d'un grand jardin. Quelques années plus tard, les habitants s'aperçoivent que le projet est tout simplement tombé à l'eau. Mécontents, ils créent l'association « *Les jardins d'Éole* » pour réclamer la réalisation de ce jardin. Entretien avec Chantal Mahier, la vice-présidente.

Un jardin dans le 18^{ème} ? Imaginez un grand parc dans le 18^{ème} arrondissement de Paris, comme le parc Montsouris (14^{ème} arrdt.) ou le parc Monceau (8^{ème} arrdt.), couvert d'une jolie pelouse verte, parsemé de bacs à sables et de toboggans pour les enfants, d'une mare aux canards avec au centre un magnifique jet d'eau, d'allées bordées de marronniers ou de bouleaux. Des habitants l'ont imaginé, espéré et attendu, mais rien n'a été fait.

Pourtant cette idée d'un grand espace vert dans cet arrondissement existe depuis 1992 quand Daniel Vaillant, en campagne électorale pour les législatives, accompagné de Ségolène Royale, ministre de l'environnement, et de Roger Madec, maire du 19^{ème}, plante un arbre dans la cour du Maroc. Campagne législative oblige, on va même jusqu'à promettre la création de cet espace vert sur une parcelle appartenant à la SNCF délimitée par les rues Pajol, Riquet, d'Aubervilliers et du Département. « *Il y avait d'ailleurs un document, dans le programme proposé par le candidat Vaillant, où l'on voyait la cour du Maroc complètement recouverte de couleur verte* » se souvient Chantal Mahier. Cette promesse ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd. Mais les années passent et rien n'arrive. Daniel Keller, président de l'association « *Les Jardins d'Éole⁽²⁾* », accompagné par d'autres habitants du quartier qui s'intéressent aussi de très près au projet, découvrent avec stupeur qu'il est complètement tombé à l'eau. Il y a bien eu un grand chantier qui



s'est installé dans la cour du Maroc, mais c'était pour la construction du RER Éole.

« *Mieux vivre dans notre quartier.* » En 1997, des habitants, ne voyant rien venir, décident de créer l'association « *Les jardins d'Éole* » pour réclamer des comptes et savoir ce qu'est devenu le projet. Car, pour les habitants, cela va bien au-delà d'un simple jardin. Ils veulent que ce quartier change aussi d'image pour y vivre mieux. C'est un quartier qui vit, avec beaucoup de familles nombreuses de toutes origines. Il y a toujours des enfants qui jouent dans la rue. Mais il y a aussi des gens en grande souffrance, dans des situations sociales et sanitaires extrêmement précaires. « *Au début de ce projet, quand on parlait de gens en grande souffrance, on pensait aux habitants, pas aux usagers de drogues. On voyait bien des scènes de violence, des gens qui se battaient. On ne savait pas trop.* » explique Chantal Mahier qui habite dans ce quartier depuis maintenant presque dix ans. Au fil des années, elle voit le quartier se dégrader. « *Quand je suis arrivée, la*

situation n'était probablement pas pire qu'actuellement. Il y avait encore des petits commerçants, des marchands de journaux, mais tout a disparu ou a été abattu, les terrains sont devenus des friches. Le spectacle de la cour du Maroc, aujourd'hui, est terrible. Il y a certainement des gens qui auraient du mal à l'imaginer s'ils ne le voyaient pas. » constate-t-elle, dépitée. Maintenant le quartier de la cour du Maroc ressemble à un vaste chantier. Ce sont des parcelles entières de terrains qui sont laissées là à l'abandon.

« *Les jardins d'Éole* ». L'association voit enfin le jour et souhaite « *contribuer à la défense et à l'amélioration de l'urbanisme, du cadre de vie, de l'environnement et de l'aménagement des quartiers situés dans le périmètre rue d'Aubervilliers, boulevard de la Villette, avenue de Flandre, avenue Corentin Cariou et boulevard Mac Donald, notamment par :*

■ la création d'un grand jardin sur les terrains SNCF (cour du Maroc) jouxtant les rues d'Aubervilliers, Riquet et du Département ;

■ la création d'un pôle culturel et/ou artistique au 104 rue d'Aubervilliers (anciennes halles des Pompes Funèbres) ;

■ la création d'équipements de proximité : LASCARTS (Locaux Associatifs sportifs, culturels et artistiques), maisons de quartier, crèche, etc. ;

■ la valorisation provisoire des friches en vue d'une utilisation collective et/ou éducative. »

Les membres de l'association (essentiellement des habitants) ne sont pas des professionnels de l'urbanisme. Ils savent ce dont ils ont besoin pour « mieux vivre dans leur quartier » et ils sont bien décidés à faire améliorer leur espace de vie.

« **Tous ensemble** ». L'association entame une concertation avec les habitants. Celle-ci se veut avant tout festive en organisant des fêtes dans lesquelles elle se fait connaître et informe les autres concitoyens de ce qu'elle souhaite entreprendre.

La première fête se veut symbolique. Elle est donc organisée passage Goix, dans la rue du Département. Ce passage est même devenu célèbre dans « Louise take 2⁽³⁾ », « un manifeste du vagabondage qui montre le monde parallèle, souterrain, de ceux qui ne suivent pas les chemins balisés par la société ». Mais la réalité dépasse souvent la fiction. Plus personne ne veut passer dans cette rue tellement elle est laissée à l'abandon. On n'y ramasse même plus les poubelles et les usagers de drogues ont fini par s'y installer. D'ailleurs, l'idée d'un jardin ne fait pas l'unanimité parmi les habitants, surtout les personnes âgées qui craignent, en effet, que cela attire les toxicomanes.

« Oui, il y en aura, mais ils sont déjà là » a répondu Chantal Mahier qui préfère plutôt se souvenir de la mobilisation des habitants pour la préparation de cette fête, notamment celle de cette habitante, « qui a décoré tout le passage avec des rouleaux de cartons peints de couleurs vives » ou de cette autre femme qui nous a fait des

beignets. Chacun a amené ce qu'il savait faire pour le partager avec son voisin. D'ailleurs le partage « a une grande valeur dans l'association » tient à préciser Chantal Mahier. Mais cette crainte ne peut pas être ignorée pour autant. L'événement est une réussite. C'est la fête, mais l'on y discute et l'on se rend compte que parmi les gens, qui sont venus nombreux, quelques-uns sont en grande souffrance morale et physique.

La table ronde. Le 8 décembre 2000, la Coordination Toxicomanie 18, avec la collaboration de la Mairie du 18^{ème}, organise une table ronde intitulée « Toxicomanie et vie de quartier ». Les habitants, très présents pendant les débats, en repartent avec le souci de répondre aux questions concernant les problèmes liés à la toxicomanie dans le quartier. L'association « Les jardins d'Éole » s'engage donc pendant deux ans, avec d'autres associations du quartier La Chapelle (« Olive 18 », « Gare aux pollutions », le « Collectif des habitants de la rue Philippe de Girard ») à réfléchir dans le cadre de la Coordination Toxicomanies 18. « Ces associations sont des pures et dures contre la présence des usagers de drogues dans le quartier. » explique Chantal Mahier. Daniel Keller rebondit sur cette crainte des habitants et rencontre Philippe Durand, à l'époque, coordinateur de l'équipe de médiation de la CT18 sur le quartier La Chapelle. Celui-ci a justement déjà commencé un travail de réflexion et propose que l'association « Les jardins d'Éole » s'y associe. Pas évident, car en plus de désirer que les usagers de drogues soient ailleurs qu'en bas de chez eux, la plupart de ces associations sont en procès contre les structures qui les accueillent (le Sleep In et La Boutique). « Certains de ces habitants ne sont pas là pour écouter les autres, mais pour les convaincre qu'ils ont raison. » constate Chantal Mahier qui participe aux différentes réunions. De ces

dernières, elle se souvient d'avoir vécu deux moments forts : d'abord, la projection d'un film sur Espoir Goutte d'Or avec cette mobilisation des habitants ; le second, et le plus marquant, le témoignage d'un usager de drogues. « Il a pris la parole en donnant son prénom. Pour moi, cela a été un déclic. Comme si, tout d'un coup, ils n'étaient plus de simples anonymes. C'est bête à dire, mais je découvrais qu'ils avaient une histoire. » Bien souvent dramatique.

Première victoire. Mais elle découvre également que le dialogue est possible. Qu'ils peuvent même être de bon conseil. Autour d'un verre, lors d'un pot après l'une de ces réunions, elle entame la discussion avec l'un des usagers présents en lui expliquant une scène qu'elle avait vécue dans ses escaliers. « Tu lui expliques gentiment, sans parler trop fort, sans agressivité, qu'il doit respecter le lieu. Et s'il revient en recommençant, c'est qu'il est vraiment un c..., tu appelles la police. » lui a répondu l'usager de drogues. « Venant d'eux, cela était surprenant » dit-elle.

Le jardin n'est toujours pas construit, la situation n'a pas non plus changé. Mais des gens (usagers de drogues et habitants), qui, a priori, ne se seraient jamais rencontrés ailleurs que dans un conflit, ont discuté ensemble pour « mieux vivre à Stalingrad ».

Didier Robert



(1) Dans la mythologie Grecque et Romaine, Éole était le Dieu des vents.

(2) « Les jardins d'Éole » 44 rue d'Aubervilliers 75019 Paris - Tél./Fax : 01 46 07 47 79 E-mail : kelkit@club-internet.fr - Web : <http://perso.club-internet.fr/kelkit>

(3) Louise (take 2). Film dramatique français (1997), avec Élodie Bouchez, Roschdy Zem, Gérald Thomassin, Antoine du Merle, Naguime Bendidi et réalisé par Siegfried

Boréal : une structure d'accueil hospitalière pour usagers de drogues

Pour l'un des quartiers de Paris le plus touché par les problèmes liés à l'usage et au trafic de drogues, Boréal¹, créée en 1995, est l'unique structure bas-seuil accueillant les usagers de drogues dans le 19^{ème} arrdt. de Paris. Elle fait, également, partie du Comité de pilotage du « Panel citoyen ».

Le lieu d'accueil fixe. « La boutique Boréal » est une structure hospitalière, la troisième de « La Terrasse » (service intersectoriel de lutte contre la toxicomanie) rattachée à l'hôpital psychiatrique de Maison-Blanche. Un point commun tout de même entre ses différentes « Boutiques », son accueil qui se veut sans aucun niveau d'exigence pour un public composé d'une population marginalisée, de jeunes en errance, de personnes méfiantes vis-à-vis des différents dispositifs socio-sanitaires, de personnes refusant les contraintes ou très désocialisées et surtout de consommateurs de drogues. Autre point commun, elle s'inscrit dans le cadre d'une politique de réduction des risques (SIDA, Hépatites, etc.) et d'une aide à la vie quotidienne des personnes qu'elle accueille, notamment les usagers de drogues. La structure se situe en périphérie des lieux de *deal* et de consommation, de l'autre côté du Canal de l'Ourcq. Aux abords d'une place, le local est discret et se compose d'un grand duplex. D'entrée, on se trouve dans la salle d'accueil où l'on s'y sent tout de suite à l'aise, avec un bar où l'on peut se servir une collation (café, thé, etc.). Comme beaucoup de lieux d'accueil pour

personnes en difficulté, c'est gratuit, surtout anonyme et différents types d'aides sont proposés : la réduction des risques ; l'hygiène ; la socialisation ; un cadre pédagogique ; un lieu d'écoute et de soutien.

Pour aider dans les démarches, une équipe est spécialement mise à votre disposition. Un médecin généraliste, trois infirmiers et un psychologue (qui ne fait pas d'entretien individuel) peuvent venir en aide à ceux qui ont besoin de soins physiques ou psychologiques. L'assistante sociale est présente en permanence et les quatre animateurs (en charge de l'équipe de rue), une journée par semaine.



L'équipe de rue. Une grande partie des personnes marginalisées n'a accès ni à la prévention, ni aux soins. Pour cette raison, La Terrasse a décidé de créer sa propre équipe de rue qui est sortie, en 2002, plus de 800 heures (cinq sorties par semaine), sur le terrain² et a pu aller à la rencontre de près de 1 200 personnes. Leur principal outil de travail, pour recréer du lien social avec les plus marginalisés, est la parole et tend vers trois objectifs : évaluer pour mieux cerner les lieux de *deal* et de shoot tout en acquérant une meilleure connaissance des produits utilisés, prévenir en informant les usagers

de drogues des risques liés à la prise de produits licites ou illicites et orienter vers les partenaires sociaux et sanitaires. Si les usagers ne viennent pas dans les structures, il est difficile pour eux d'avoir accès au matériel de prévention. Ainsi, l'équipe de rue distribue, entre autres, environ 5 000 kits d'injection stérile, 25 000 seringues par an.

L'audition du Panel. Boréal, présent dans le Comité de pilotage du « Panel citoyen », n'est pas resté inactif dans le quartier Stalingrad. L'équipe de rue a, d'ores et déjà, renforcé sa présence sur le terrain afin d'élargir son travail de prévention à un plus large public (usagers de drogues, habitants, commerçants, etc.). « Cela a été très difficile au début, car les gens ne nous connaissaient pas, mais petit à petit cela s'améliore. Ceci dit, c'est pour le moment une action qui se limite à la présence, deux fois par semaine, de l'équipe de rue pour se faire connaître et informer les riverains. » Mais elle ne compte pas s'arrêter là. La structure a pour projet d'installer une table au même endroit (coin rue de Tanger) pour sédentariser son action. Boréal est prête à apporter sa contribution pour « mieux vivre à Stalingrad. »

Didier Robert

(1) Boréal. 64 ter rue de Meaux 75019 Paris
Tél. : 01 42 45 16 43 - Fax : 01 42 41 39 40
Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi
de 11 à 13 heures
et de 14 à 16 heures (jeudi après-midi, fermé).
Pour les accueils personnalisés du lundi au
vendredi de 10 à 11 heures et de 16 à 17h30
L'accès au matériel de prévention
du lundi au vendredi de 10 à 18 heures.

(2) Lieux de sortie : Stalingrad (19^{ème}, 18^{ème} et 10^{ème})
et Strasbourg Saint-Denis (2^{ème} et 10^{ème}).

La « Mission de prévention des toxicomanies » de la Ville de Paris

Lors de son arrivée en 2001, le Maire de Paris, Bertrand Delanoë, a mis en place une « Mission de prévention des toxicomanies » rattachée à la délégation de M. Alain Lhostis, adjoint au Maire chargé de la Santé et des relations avec l'AP-HP¹, située à la Direction de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Santé (DASES) et dirigée par Marguerite Arene, chargée de mission.



Quatre objectifs étaient assignés à la « Mission de prévention des Toxicomanies » pour aider à la mise en œuvre d'un certain nombre d'actions qui apparaissaient prioritaires :

1. Développement de la prévention des conduites à risques auprès des jeunes notamment en formant les adultes à leur contact (parents, enseignants, éducateurs spécialisés, animateurs sportifs et de loisirs...) ;
2. Soutien aux actions de proximité menées dans les arrondissements ;
3. Renforcement du dispositif de réduction des risques par :
- l'accueil d'usagers de drogues

marginalisés, avec en particulier le projet d'installation au centre de Paris d'un centre de soins qui développe largement l'accueil sans condition et l'accompagnement vers les soins ;
- l'implantation de nouveaux distributeurs de kits de seringues, en particulier dans les arrondissements qui en sont dépourvus ;

4. Création à Paris, d'un Espace ressources en prévention. L'idéal serait de mutualiser ce projet avec l'État, sur le modèle des CIRDD (Centre d'information et de ressources sur les drogues et des dépendances) et de l'ouvrir plus largement à toutes les conduites à risques et à la diversité des réponses préventives.

Entretien Avec Alain Lhostis (communiste et ancien cheminot), adjoint au Maire chargé de la Santé et des relations avec l'AP-HP :

ALTER EGO le journal : Comment formuleriez-vous la Mission de prévention des toxicomanies de la Mairie de Paris ?

Alain Lhostis : Créer la « Mission de prévention des toxicomanies », était une volonté du maire Bertrand Delanoë. En prenant cette décision, le Maire s'est appuyé sur l'expérience de la Mildt (Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et les Toxicomanies) qui montrait qu'il fallait avoir une vision globale des problèmes d'addictions et de toxicomanies et agir de façon

transversale avec les différents intervenants. Les actions de soutien éparpillées que l'on pouvait proposer aux associations ne permettaient pas de donner une force et une cohésion à l'action que l'on menait. La « *Mission de prévention des toxicomanies* » a donc pour but de nous aider, bien sûr, à mieux cerner les problèmes et de proposer aux Élus des interventions, soit des services de la ville, soit des associations, dont la pertinence s'est révélée sur le terrain. Souvent des associations qui ont une très grande expérience ont peu de temps et de disponibilités pour préparer les projets correctement. Si on veut faire émerger leur action, on a tout intérêt à avoir, au travers de la mission, une vraie connaissance du milieu. C'est d'ailleurs pour cette raison que notre choix pour diriger la Mission s'est porté sur Marguente Arene qui avait déjà une expérience reconnue en la matière. Avec l'augmentation des moyens financiers qui ont été accordés au budget de la santé, nous souhaitons être plus efficaces et offrir aux associations (qui aident les toxicomanes à se sortir de leurs difficultés et améliorer leur qualité de vie) plus de solutions pour les y aider.

C'est difficile de résumer en une seule formule le rôle de la « *Mission de prévention des toxicomanies* ». Je crois qu'elle doit aller à la rencontre de ceux qui, dans les services de la ville, dans les associations, dans les services de l'État, sur le terrain, sont au contact dans la vie quotidienne avec les usagers de drogues licites ou illicites. Il s'agit de donner une cohérence générale à ces actions et, parfois aussi, de détecter des actions innovantes.

R. E. : Pourquoi avez-vous accepté de diriger cette « *Mission de prévention des toxicomanies* » ?

R. L. : Je suis l'adjoint à la Santé et le Président suppléant du Conseil d'administration à l'Assistance Publique. Les questions de santé m'ont toujours intéressé. J'ai eu l'occasion, dans mes activités politiques, de m'investir dans la connaissance de ces questions depuis vingt-cinq ans. Lorsque Bertrand Delanoë a constitué son équipe, en proposant au parti communiste d'occuper quatre postes, il a souhaité me confier celui de la Santé. Je l'ai accepté. C'est donc en charge de cette responsabilité que j'ai proposé au



Maire de Paris que la « *Mission de prévention des toxicomanies* » soit rattachée à la Santé. C'est un choix politique très fort de la part du Maire de Paris. Pour autant, ce choix ne nous empêche pas de travailler avec Christophe Caresche chargé de la Prévention et de la Sécurité, Gisèle Stievenard chargée de la Solidarité et des Affaires sociales, Mylène Stambouli chargée de la Lutte contre l'exclusion ou encore Clémentine Autain chargée de la Jeunesse. Évidemment, le travail s'effectue avec

toutes les propositions, suggestions et moyens, puisque chacun y contribue, même si, des moyens spécifiques pour la prévention des toxicomanies sont affectés à la santé. Un des avantages d'avoir une mission, c'est que l'on peut plus facilement identifier les moyens, souvent éparpillés, et avoir une coordination. C'est donc dans ce sens-là que je me suis trouvé investi dans cette « *Mission de prévention des toxicomanies* ».

R. E. : Quelles sont les principales difficultés rencontrées dans la mise en place de la « *Mission de prévention des toxicomanies* » ?

R. L. : La première difficulté, c'est le sujet lui-même. Il est en effet souvent conflictuel. Il y a ceux qui pensent que les usagers de drogues sont tous des délinquants, d'autres que ce sont tous des malades ou d'autres encore qui pensent que finalement c'est un choix strictement individuel. Si l'on vient avec un discours et, également, une prise de position, qui sont basés sur le respect de la personne humaine (et c'est ce que j'ai apprécié dans votre association, Espoir Goutte d'Or), sur l'idée de la citoyenneté, il est évident que l'on va heurter énormément de sensibilités et de préjugés. Il y en a encore qui pensent qu'il faut mettre tous les drogués en prison. C'est pourquoi, il nous faut avoir un discours ferme et clair sur ce que nous souhaitons faire.

Dans cette démarche, jusqu'à présent, nous avons un accompagnement national avec la Midit. Or, aujourd'hui, force est de constater, qu'il y a un changement de ce point de vue. Nous nous retrouvons avec, d'un côté les associations qui disent avoir moins de moyens et du nôtre, une rupture dans le

raisonnement et l'action dans laquelle nous nous sentions partie prenante et en fusion avec la démarche de l'État. Pour le moment, dans la réalité, on voit plus l'intervention sécuritaire qui domine, que la prise en charge des difficultés de ces citoyens à qui l'on doit redonner une dignité, une volonté et les aider à faire des choix. Ce discours-là, aujourd'hui, nous le tenons sans le soutien que l'on avait précédemment. Du côté de l'État, on a retiré des moyens et de notre côté, nous en avons rajouté. Je tiens d'ailleurs à préciser que la Ville de Paris, en la matière, n'a pas d'obligation légale. C'est une volonté politique forte de dégager des moyens. Mais il y a des obligations qui m'incombent comme adjoint à la Santé publique. Notre position est de venir en complément de l'action de l'État pour apporter un plus en relation avec notre sensibilité et notre connaissance approfondie du terrain parisien grâce à l'existence de la « Mission de prévention des toxicomanies ». Ce n'est pas de nous substituer aux responsabilités de l'Etat. Actuellement, les associations qui manquent de moyens, nous affirme : « On va finir par fermer ». Que fait-on, alors ? C'est une de nos principales difficultés.

R. E. : En ce qui vous concerne, est-ce que votre regard, sur les problèmes liés à l'usage de drogues, a changé ?

R. L. : Dès le début, je n'ai jamais été pour une politique de répression, mais il est vrai que j'ai, tout de même, évolué. Dans le 10^{ème} arrdt. de Paris, un grand carrefour du trafic de drogues, depuis des années, j'ai beaucoup agi par rapport aux problèmes de sécurité. Des citoyens me disaient avoir peur de rentrer chez eux. Je me voyais mal ne rien leur répondre, à une période où, à

Stalingrad, des centaines d'usagers de drogues fréquentaient le lieu, avec des scènes de violence et de deal. En tant que parti d'opposition, à l'époque, de la Mairie du 10^{ème}, c'est sur ce sujet que j'ai souvent été interpellé. Même si je ne considérais pas tous les toxicomanes comme des délinquants, des agresseurs, le côté direct auquel j'étais confronté, était celui de la nuisance sociale.

Mon expérience personnelle était extrêmement portée sur la question hospitalière, le domaine dans lequel, je m'étais énormément investi. Au moment de constituer mon équipe pour la « Mission de prévention des toxicomanies », j'ai veillé à avoir quelqu'un auprès de moi qui avait déjà sur cette question plus que des idées. Marguerite Arene m'a énormément



aidé à définir les propositions que nous avons faites à Bertrand Delanoë. Dans la démarche que j'ai eue à ce moment-là, dans laquelle elle a joué un rôle important, elle a bien évidemment contribué à faire évoluer mon approche de la question. Dorénavant, si vous me demandez quel regard je porte sur les problèmes

liés à la toxicomanie, oui, effectivement, je me sens, aujourd'hui, plus en accord avec ce qui est mon choix politique de longue date (le communisme), un choix d'humanisme et de respect de la dignité de la personne.

R. E. : Qu'aimeriez-vous voir mis en place à la fin de votre mandat municipal ?

R. L. : J'ai déjà fait augmenter les budgets sur ces questions-là. J'espère donc que je pourrai continuer à le faire tout en veillant à ce que le retrait de l'État n'aille pas plus loin. Sinon, le risque est dramatique ; les associations ne pourront pas poursuivre leur action. Et cela serait vraiment regrettable pour l'ensemble des Parisiens.

Si, nous tous arrivons à penser que la sécurité, dont parle la population, est également assurée par ces politiques de prévention, on aura fait une avancée copernicienne.

Propos recueillis par Didier Robert

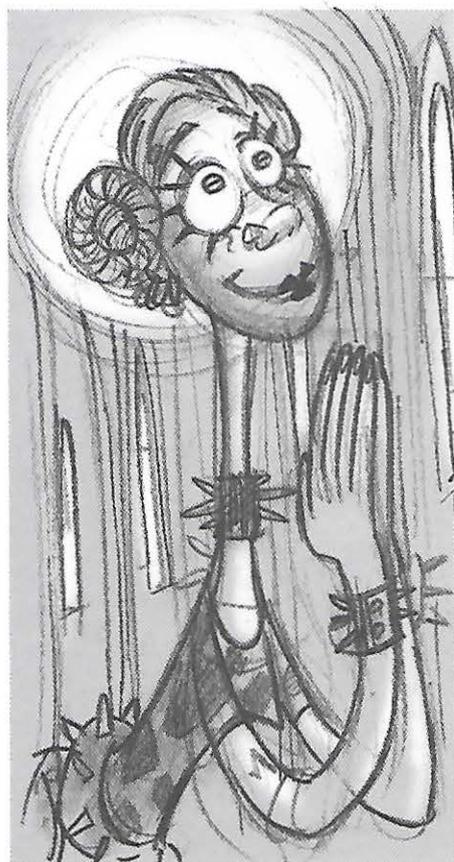


(1) Assistance Publique - Hôpitaux de Paris

Une église pas comme les autres



L'église protestante réformée⁽¹⁾ Saint-Paul de Rotterdam, en Hollande, n'est pas un lieu de culte comme on peut s'y attendre. Elle a aussi développé, sous la direction du pasteur Hans Visser, des nombreux projets sociaux et sanitaires pour aider des personnes marginalisées, notamment les usagers de drogues.



Unique au monde. Tout le monde connaît la politique de réduction des risques que la Hollande mène en matière de drogues depuis de nombreuses années. Ce pays a été parmi les premiers à distribuer de la méthadone aux usagers de drogues, à distribuer des seringues et à « tolérer » des projets tels que celui-ci. Dans le milieu très restreint de la toxicomanie et des usagers de drogues, cette église est bien connue. Surtout par ceux qui ont un peu voyagé. « *C'est à ma connaissance, un endroit unique au monde* ». Selon un usager du lieu, « *il est arrivé, certes rarement, que certains se soient arrêtés de consommer parce qu'ils avaient trouvé une réponse en Dieu* ». Située au bord d'un des très nombreux canaux de Rotterdam, l'église ouvre ses portes aux plus démunis tout en développant des projets spécifiques à destination des usagers de drogues la fréquentant. Trente personnes (quinze salariés et quinze bénévoles⁽²⁾) y travaillent en

permanence pour accueillir environ quatre cents personnes par jour.

L'église à Rotterdam. La gestion de l'espace n'y a pas été réalisée sans réflexion. Un endroit au rez-de-chaussée est réservé pour l'accueil des personnes (ouvert du lundi au vendredi de 9h30 à 16 heures et de 19 à 22 heures) et, tout à côté, un « *bistro* » (ouvert de 17 à 19 heures) où l'on peut boire un verre, manger (2,80 euros le repas) ou simplement discuter. Vous avez la possibilité de voir un médecin ou une infirmière pour les petits bobos. Tout public y a accès. Là où les choses deviennent très surprenantes, c'est au sous-sol. Ce lieu, appelé « *zone de tolérance* », a été créé en 1989. Celui-ci est ouvert du lundi au vendredi, de 9h30 à 16 heures et de 23 heures à minuit et le week-end, uniquement de 15 à 16 heures. Pour y accéder, il vous faut avoir une carte d'accès, qui n'est

réservée qu'aux usagers de drogues. Cette carte est délivrée à votre nom lors d'un entretien préalable avec un assistant social et après vous avoir pris en photo. Le système des cartes d'accès a été mis en place pour réguler le nombre de personnes présentes dans les différentes salles de consommation et d'accueil, pour la sécurité du lieu et le bien-être de tous. Depuis la mise en place de ce système, en 1994, 1300 cartes ont été distribuées. Les consommateurs SDF et ceux qui habitent loin de l'église ont une carte bleue, ce qui leur donne le droit de consommer sur place. Quant aux autres, ils ont une carte blanche et peuvent seulement acheter leurs produits et se faire délivrer du matériel stérile mis à disposition et géré par une association extérieure à l'église.

On y entre par un long couloir. Aux murs, différents messages de prévention et d'information. À une table, un travailleur social est chargé d'accueillir les consommateurs ayant déjà leur carte. Après avoir descendu un escalier de quelques marches, on a la possibilité d'aller boire un verre ou d'aller voir l'un des deux « *maatschappelijke dealers* » (« *dealers sociaux* » c'est ainsi qu'ils se nomment eux-mêmes) qui vendent de la cocaïne et de la cocaïne base (nommé « *Crack* » en France) ou de l'héroïne. Cela n'étonnera personne, les jours d'affluence sont ceux où les personnes touchent leur allocation sociale ou leur salaire⁽³⁾. Les « *dealers sociaux* » ont chacun à leur disposition une petite cabine pour vendre leurs produits comme dans une simple épicerie.

La présence de ces « *dealers sociaux* » rend l'achat moins dangereux que dans la rue, assure une bonne qualité et un prix fixe⁽⁴⁾. Chaque mercredi, lors d'une réunion, les usagers de drogues ont la possibilité de se plaindre concernant la

qualité des produits vendus. Dans ce cas, des échantillons sont prélevés et envoyés à un laboratoire du service régional de la Santé pour y être analysés. La place du « *dealer social* » peut être remise en cause et il peut perdre son poste si cette situation perdure.

Tout aussi surprenant, les « *dealers sociaux* » ont été choisis par le pasteur lui-même, avec la collaboration de la Police, de la Mairie et de la Justice. Pour devenir « *dealer social* » de l'église, le



casier judiciaire ne doit pas comporter de peine concernant des faits criminels (meurtres, agressions, etc.). Par contre, si vous avez déjà été arrêté pour vente de drogues, ce n'est pas grave. Cela a au moins le mérite de prouver votre compétence dans le domaine. Mais ce n'est pas tout. Il vous faut aussi construire une crédibilité vis-à-vis du Pasteur et « *d'être charitable et pacifique* » pour reprendre une expression d'un des « *dealers sociaux* ». « *On ne vend pas que de la drogue, on est aussi assistant social* » explique-t-il très sérieusement. En effet, un travail de prévention est

mené avec les consommateurs. « *Nous ne vendons pas à n'importe qui. Si quelqu'un a déjà trop consommé, si la personne a un comportement agressif ou violent, souvent lié à une précédente consommation élevée de cocaïne, on ne lui vend pas.* » Il est rare que les usagers d'héroïne qui viennent à l'église se retrouvent en manque sans trouver une aide de la part de ces derniers. Dans ce cas, pour les plus connus, il y a la possibilité d'acheter à crédit. La dette est inscrite dans un petit cahier. Mais comme partout, les dettes de came restent toujours très difficiles à récupérer.

Toujours dans cette cave, la salle de resocialisation, située en plein milieu des trois salles de consommation, permet aux consommateurs de faire un break. On peut y jouer à des jeux de société, lire ou, tout simplement, se poser en buvant un petit café.

Ici, on a la possibilité de choisir la salle de consommation à sa convenance. En effet, deux salles ont été mises à disposition des consommateurs par voie inhalée (les fumeurs) et une pour les consommateurs par voie injectable. La plupart des usagers de drogues, en Hollande, préfèrent consommer par voie fumable (avec une pipe ou en « *Chassant le dragon*⁽⁵⁾ »). Mais à l'intérieur de l'église, il est interdit de fumer la cocaïne base avec une pipe. Ce mode de consommation est perçu, par la direction de l'église, la police et les administrateurs de Rotterdam (mairie et service régional de Santé) comme la cause d'un usage compulsif qui peut entraîner de l'agressivité. Il est seulement autorisé d'utiliser la technique du « *Chasser le dragon* ». Le matériel (feuille d'aluminium et la paille) doit être ramené par le consommateur lui-même. En ce qui concerne la salle d'injection, des seringues sont mises à disposition des consommateurs. On peut consommer

seul ou à plusieurs, mais pas question de consommer n'importe comment et n'importe quoi.

Des activités ouvertes à tous. Ce lieu n'est pas qu'un lieu de consommation. Il se veut être aussi un lieu de resocialisation. C'est pourquoi, régulièrement, il arrive que des débats soient organisés et menés par le Pasteur lui-même sur différents sujets comme la compréhension des différentes religions (Catholique, Protestante, Musulmane, etc.), la situation au Moyen-Orient, notamment la situation de la Palestine, la légalisation des drogues, etc. On consacre aussi du temps à des loisirs. Pour cela, il a été créé divers ateliers : d'arts ; des jeux, comme le tennis de table ; de la musique avec son propre instrument ou des instruments qui seront prêtés (percussions, guitare, etc.). Chaque semaine, des soirées à thèmes sont également organisées pour les

ressortissants étrangers. Le théâtre est aussi utilisé comme moyen d'expression et d'extériorisation.

Une fois par semaine, un avocat vient bénévolement pour aider aux démarches administratives (accès aux droits) ou judiciaires (jugement, liberté surveillée, etc.).

Pour ceux qui ne travaillent plus depuis longtemps, ils ont la possibilité de faire des petits chantiers (déménagement, ravalement, courses, etc.) et ainsi toucher un petit revenu.

L'accueil de nuit. Bien à l'abri des regards et des bruits, une salle est utilisée comme centre d'hébergement. Elle y accueille chaque nuit de la semaine (de 22h30 à 7 heures du matin) soixante personnes (essentiellement des personnes sans papiers). Pour obtenir un lit, il faut prendre un rendez-vous et avoir un entretien avec un assistant social. Il vous délivrera une

carte pour une durée qui peut varier. Il n'y a pas de limite imposée dans le temps.

Une fois de plus, nous pouvons nous rendre compte de la grande ténacité et du grand pragmatisme des Néerlandais. Très souvent, quand on leur adresse des compliments pour leur travail de construction de digues pour empêcher que le pays soit submergé, en utilisant l'argument « *qu'ils ont vaincu la mer* », ils répondent, très humblement, « *nous avons appris à vivre avec.* »

Lenneke Keijzer, en stage à EGO, pour la préparation d'un DEA en Sciences sociales

- (1) Mouvement religieux mené par Martin Luther qui s'est séparé de l'église romaine catholique au XVI^e siècle.
- (2) Cent cinquante bénévoles offrent leur temps aux différents projets de l'église.
- (3) Le salaire minimum aux Pays-Bas est de 1 264,80 euros par mois et l'allocation RMI de 543,04 euros.
- (4) Un dixième de gramme de cocaïne, de cocaïne base ou d'héroïne s'achète pour 5 euros. 5 La cocaïne est consommée sur une feuille d'aluminium, chauffée par en dessous avec un briquet et l'on aspire la fumée avec une paille.

Le Forum du développement Solidaire - Maroc

Dimanche 16 novembre 2003

à la salle Saint-Bruno 9 rue Saint-Bruno 75018 Paris

L'association « *Immigration Développement Démocratie* », ses membres, ainsi que les partenaires de son réseau, s'associent à la « *Semaine de La Solidarité Internationale* » pour sensibiliser les acteurs de la solidarité internationale et le public sur les multiples et diverses actions de développement solidaire menées au Maroc.

Ensemble, nous ouvrirons le dialogue autour des expériences menées par chacun. Le développement solidaire au Maroc est porteur d'enjeux et de problématiques spécifiques comme les relations avec les autorités locales, le patrimoine culturel dangereusement menacé, l'accès au soin et à l'éducation, etc.

Quelles expériences et savoir-faire, les associations et organismes, ont à exposer, évaluer et confronter ? Quel est le véritable apport des migrants dans ce domaine ?

Lors de cette journée, acteurs de la solidarité internationale et vous, habitants de la Goutte d'Or, se rencontreront pour faire avancer les projets et les actions.

Programme indicatif :

- **10 heures :** Ouverture du parcours de stands, de panneaux d'informations et de projection de documentaires.

- **11 à 13 heures :** Table ronde : « *Le rôle des immigrés dans le développement du pays d'origine : actions et témoignages* ».

- **15 à 17 heures :** Table ronde : « *Perspectives du développement solidaire au Maroc* ».

- **17 heures :** Animation musicale, concert et repas de clôture.

1) IDD (Immigration Développement Démocratie)

10 rue Affre 75018 Paris - Tél. : 01 55 79 09 34 - Mail : contact@idd-reseau.org

Forum Social Européen Du 12 au 15 novembre 2003

**Paris,
Saint-Denis, Bobigny,
Ivry**

**Une autre Europe,
un autre monde.**

Des lieux accessibles à tous de débats, de plénières, de séminaires, d'ateliers

**des rencontres, des découvertes,
des créations**

**des spectacles artistiques, des concerts, des expositions,
des projections de films**

**dans des théâtres, des cinémas, des musées, des cirques,
des mairies, dans des gymnases, dans la rue**

**des villages solidaires, des hébergements chez l'habitant,
une restauration solidaire...**

Il existe certainement, dans votre région ou votre ville, un Forum social local, une initiative de quartier, un collectif ou une association dans lesquels vous pourrez vous impliquer. Contactez nous pour recevoir la liste des initiatives dans votre région :

Site Internet : www.fse-esf.org - Mail : info@fse-esf.org

Pour commander nos plaquettes de prévention

(30 exemplaires maximum par commande
contre paiement par chèque de 10 €)

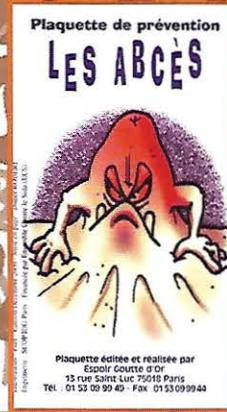
Par courrier : Espoir Goutte d'Or, 13 rue Saint-Luc 75018 Paris

Tél. : 01 53 09 99 49 Fax : 01 53 09 99 44

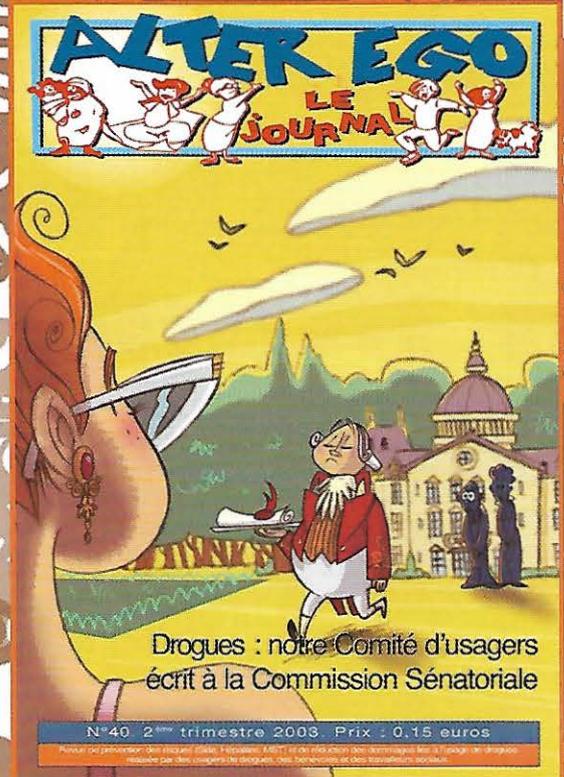
Par e-mail : alteregojournal@club-internet.fr



Hépatite C



Abscès



ALTER EGO le journal N° 40
2^{ème} trimestre 2003



Adresses
utiles, spécial
« femmes »



Malaise et
overdose

Bulletin de soutien

à Espoir Goutte d'Or et/ou à ALTER EGO le journal

Vous pouvez nous envoyer votre don, afin de soutenir «ALTER EGO le journal» et/ou «la lutte contre l'exclusion»

menée par l'association Espoir Goutte d'Or.

- | | | | | |
|--|-----------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> Je désire soutenir ALTER EGO le journal | <input type="checkbox"/> 20 euros | <input type="checkbox"/> 40 euros | <input type="checkbox"/> 60 euros | <input type="checkbox"/> autres : euros |
| <input type="checkbox"/> Je désire soutenir EGO dans sa lutte contre l'exclusion | <input type="checkbox"/> 20 euros | <input type="checkbox"/> 40 euros | <input type="checkbox"/> 60 euros | <input type="checkbox"/> autres : euros |

Je désire recevoir : exemplaire(s) de votre journal.

Je désire recevoir : exemplaire(s) de la plaquette sur :
 Hépatite C Les Abscès
 Les A.U. « spécial femmes » Le Malaise et l'overdose

Association : Nom : Prénom :
 Adresse : Code postal : Ville :

Merci de compléter et de renvoyer ce bon, accompagné de votre don, dans l'annexe libre-réponse ci-jointe

**LE SIDA NOUS TUE. LE SIDA
TUE NOS ENFANTS, TUE NOS AMIS, TUE NOS
MARIS, TUE NOS FEMMES, TUE NOS
AMANTS, TUE NOS PARENTS, TUE NOS
VOISINS, TUE NOS COUSINS, TUE NOS
CRÉATEURS, TUE NOS SŒURS, TUE NOS FRÈRES,
TUE NOS PROCHES, TUE NOS JEUNES, TUE
NOS CHAMPIONS, TUE NOS MALADES, TUE
NOS SEMBLABLES, TUE NOS FRÈRES DE
CŒUR, TUE NOS FRÈRES DE COULEUR, TUE
NOS MAÎTRESSES, TUE NOS FILLES, TUE NOS
FILS, TUE NOS ORPHELINS, TUE NOS
FAMILLES. TUONS LE SIDA.**

**“48 HEURES CONTRE LE SIDA”
POUR SOUTENIR LA RECHERCHE FAITES
VOS DONNÉS À ENSEMBLE CONTRE LE
SIDA 228, RUE DU FAUBOURG SAINT-
MARTIN 75010 PARIS**

